

Conseil scientifique du comité de bassin

BRÈVE

réunion du vendredi 15 novembre 2024

Cette séance a eu lieu en Courbevoie en format mixte (présentiel et visio).

Les deux auditions du matin ont porté sur la gestion quantitative de l'eau. En premier lieu, [Hélène Arambourou](#) a présenté les résultats de l'étude menée par France Stratégie à la demande de la Première ministre en 2023, sur des perspectives d'évolution des prélèvements en 2050. Ce travail a été réalisé en divisant la France en une quarantaine de bassins versants sur lesquels a été simulée l'évolution des prélèvements et des consommations (part évaporée et évapotranspirée) mensuels sur la base d'hypothèses. Plusieurs scénarios ont été explorés : un scénario « tendanciel », un scénario « politiques publiques » et un scénario « de rupture » basé en partie sur le 2^{ème} scénario de l'exercice Transition(s)2050 de l'Ademe. Pour évaluer la demande théorique en eau d'irrigation, 2 projections climatiques issues du projet Explore2 et pour chacune de ces projections, deux météo (l'une sèche au printemps-été, l'autre humide) ont été testées. Ce qui ressort de cette prospective : augmentation en période printanière et estivale des prélèvements et de la consommation, essentiellement du fait de l'irrigation. En tenant compte des évolutions climatiques et de pratiques, l'augmentation de la demande en eau d'irrigation pourrait être inférieure à 50% dans le scénario « de rupture » (dans lequel l'agroécologie est développée, et la production de fruits et légumes relocalisée, ce qui suppose un minimum d'irrigation, qui serait planifiée et régulée), tandis que la demande pourrait plus que doubler dans les scénarios « tendanciel » et « politiques publiques ». Pour l'industrie, la réindustrialisation dans le scénario « politiques publiques » pourrait mener à une augmentation de la demande de 30% tandis que dans le scénario de rupture ce serait une baisse. Au total, du fait de l'augmentation de la demande pour l'irrigation, les prélèvements en eau pourraient particulièrement se concentrer dans le futur entre mai et septembre. Sur le bassin Seine-Normandie, la consommation en eau pourrait doubler dans le scénario tendanciel. Reste à présent à confronter ces scénarios à l'évolution possible de la ressource en eau disponible.

Dans un deuxième temps, [Delphine Burger-Leenhardt](#), de l'INRAe, a présenté différents leviers permettant d'améliorer la sobriété en eau en agriculture. Sans changer d'espèce végétale, il est possible d'améliorer les plantes pour les rendre plus précoces et de décaler les semis pour esquiver les périodes sèches. Le même raisonnement peut être appliqué à un changement d'espèce, en optant pour des espèces moins sensibles au stress hydrique, mais aussi en diversifiant et allongeant les rotations. En termes de sensibilité au stress et aux déficits hydriques, le maïs est particulièrement mal positionné. En élevage, il s'agit de privilégier l'herbe plutôt que le tandem maïs/soja. On peut également associer plusieurs espèces simultanément sur la même parcelle, par exemple des céréales et des légumineuses (le rendement en grain et la teneur en protéine s'en trouve améliorée pour chacune, par rapport à leur culture non mélangée), ou encore des arbres (l'agroforesterie permettant notamment de jouer un rôle d'ombrage et/ou de coupe-vent). On peut également jouer sur le sol en améliorant la réserve utile (moins de travail du sol pour éviter les semelles de labour, plus de matière organique, cultures ou variétés à enracinement plus profond, la symbiose mycorhizienne permet également d'étendre le volume de sol accessible à la plante), la couverture du sol pour limiter les pertes atmosphériques (mulch, résidus de culture, micro-climat permis par l'agroforesterie), et en favorisant l'infiltration de l'eau plutôt que son ruissellement (non labour, aménagements de haies,

terrasses, zones humides). A l'échelle des territoires il s'agit de lutter contre la perte des sols agricoles (face à des projets de routes ou d'entrepôts par exemple) et de consacrer préférentiellement la sole à l'alimentation humaine (plutôt qu'animale). En irrigation il s'agit d'améliorer le pilotage et l'équipement, ce qui permet des économies limitées, incitant donc à aussi recourir aux leviers précédents, et de développer préférentiellement une irrigation multiservice visant à favoriser la diversification des cultures (par exemple introduction d'arbres) et l'activation des services écosystémiques (par exemple irrigation de couverts intermédiaires pour augmenter les restitutions de biomasse au sols).

Liens : [présentation](#), [enregistrement](#)

L'après-midi le CS a auditionné [David Blanchon](#) du CNRS sur l'exemple d'une grande agglomération confrontée à des fortes menaces de pénuries d'eau avec le cas de Tucson, Arizona ([présentation](#), [enregistrement](#)). Plusieurs sujets ont ensuite été traités, notamment le rôle du CS dans l'analyse des études de volume prélevable, et l'organisation du travail par rapport aux projets d'avis sur la sobriété, sur la décentralisation de l'assainissement, et par rapport à la question de favoriser ou non l'infiltration en tête de bassin.

La prochaine réunion du CS aura lieu début 2025.